distribué

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 1er juillet 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la prévention des incendies et à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en cas d'incendie ou d'explosion", a donné le 9 novembre 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e juli 1976 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende brandvoorkoming en de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake brand of ontploffing", heeft de 9e november 1976 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les dispositions de la loi en projet relatives aux mesures de prévention des incendies ne s'appliqueront qu'aux établissements qui ne sont pas visés par des dispositions particulières relatives à la prévention des incendies, tandis que les dispositions du projet relatives à l'assurance obligatoire s'appliqueront à tous les établissements.

Le texte de la loi en projet ne réalise pas l'intention du Gouvernement. Il résulte, en effet, de la référence à l'article 2 du projet qui est faite dans l'article 6 que l'obligation d'assurance n'existerait que s'il s'agit d'établissements soumis aux dispositions relatives aux mesures de prévention des incendies.

Pour exprimer avec précision l'intention du Gouvernement, les champs d'application respectifs du chapitre Ier (prévention des incendies) et du chapitre II (assurance obligatoire) doivent être clairement définis. A cette fin, des textes sont proposés ci-après.

*

II. L'article 3, 5°, du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire dispose :

"Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont :

...

.../...

5° le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies ...".

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement entend sauvegarder le principe de la responsabilité des autorités communales dans le domaine de la prévention contre l'incendie, tout en se donnant les moyens de prendre, en cette matière, des dispositions réglementaires générales.

Les fonctionnaires délégués ont précisé que l'intention du Gouvernement est de maintenir aux communes un pouvoir de réglementation complémentaire. Afin d'éviter toute équivoque à cet égard, le projet devrait être complété sur ce point.

Il conviendrait, par ailleurs, que la loi en projet règle, eu égard aux règlements généraux que le Roi sera amené à prendre, le sort des règlements communaux relatifs à la prévention des incendies, qui auraient été pris sur la base du décret des 16-24 août 1790. Ces règlements, en effet, peuvent être incompatibles avec les règlements généraux.

Sans que la solution proposée soit la seule possible, le Conseil d'Etat propose le système suivant qui offre plus de sécurité juridique.

.../...

Le projet pourrait être complété par une disposition rédigée comme suit :

"Le conseil communal peut édicter des règlements relatifs à la prévention des incendies. Il peut de même compléter les prescriptions des règlements généraux. Sauf si le règlement général en dispose autrement, les règlements communaux existants restent en vigueur jusqu'à l'expiration du délai fixé par le Roi".

Cette disposition deviendrait l'article 4 du projet. Le numérotage des articles suivants et les références internes devront être modifiés en conséquence.

*

* *

EXAMEN DU TEXTE.

Article 2.

Selon les alinéas 1er et 2 de cet article, la loi est applicable "à tous les établissements qui reçoivent habituellement du public", c'est-à-dire à "tous lieux clos et couverts, soit publics, soit accessibles au public sous la dénomination de cercles privés ou assimilés".

.../...

L'expression "établissements qui reçoivent habituellement du public" est incorrecte. Par ailleurs, la notion de "cercles privés ou assimilés" est incertaine.

Il ressort de l'exposé des motifs et des explications données au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de viser tout établissement accessible au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

En conséquence, et compte tenu de l'observation générale I, le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

"Article 2.-

§ 1er. Les dispositions du présent chapitre peuvent être rendues applicables à tous les établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque le public n'y est admis que sous certaines conditions, et qui ne sont pas soumis à des règles particulières en ce qui concerne la prévention des incendies.

§ 2. Par arrêtés délibérés en Conseil des ministres, le Roi détermine les catégories d'établissements auxquels Il rend applicables les dispositions du présent chapitre et désigne les personnes physiques ou morales auxquelles il incombe de prendre les mesures imposées par ces dispositions".

.../...

Article 3.

A l'alinéa 1er, a), il est inutile de mentionner la capacité des locaux. Ou ces mots signifient le volume des locaux et ils sont alors inutiles car la disposition vise déjà les dimensions desdits locaux, ou ils visent le nombre de personnes admissibles, et ils font alors double emploi avec le b).

L'alinéa 2 dispose que le Ministre de l'Intérieur coordonne les mesures de sécurité prescrites en application des dispositions légales particulières en matière de prévention des incendies.

Il résulte de l'exposé des motifs et des explications données au Conseil d'Etat que les mesures de sécurité prises en vertu de dispositions légales particulières doivent être soumises par les ministres compétents au Ministre de l'Intérieur qui en assure l'harmonisation après avoir pris l'avis du Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie, institué par l'article 5 du projet.

L'alinéa 2 de l'article 3, même rapproché de l'article 5, alinéa 2, ne traduit pas clairement l'intention du Gouvernement. Le mot "coordonne", qui a un sens juridique précis, est inadéquat. Il conviendrait par ailleurs d'indiquer que les ministres concernés doivent soumettre leurs projets au Ministre de l'Intérieur.

.../...

Enfin, le projet devrait préciser la nature de l'intervention du Ministre de l'Intérieur : se limite-t-elle à des recommandations à ses collègues, ou le Ministre jouit-il, en l'occurrence, d'une prérogative particulière, et laquelle ? Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, c'est la première hypothèse qui doit être retenue.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 3 comme suit :

"Article 3.-

§ 1er. Le Roi arrête, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, les mesures de sécurité à prendre pour chaque catégorie d'établissements.

Il peut notamment :

a. fixer les prescriptions relatives aux matériaux employés, aux dimensions des locaux et des sorties et à la disposition des sorties de secours;

b. déterminer, en fonction de la superficie et de la disposition des locaux, le nombre maximal de personnes qui peuvent se trouver dans les établissements.

§ 2. Après avoir pris l'avis du Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie institué par l'article 5, § 1er, le Ministre de l'Intérieur veille, par voie de recommandation, à l'harmonisation de toutes les dispositions réglementaires relatives à la prévention des incendies. A cette fin, les ministres compétents lui transmettent pour avis les projets d'arrêtés en la matière".

.../...

Article 4.

Dans le premier alinéa, les mots "procède à la vérification de " doivent être remplacés par "contrôle".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 5.-

§ 1er. Il est institué un Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie dont le Roi fixe la composition et le fonctionnement.

Ce Conseil comprend des représentants des intérêts publics et privés. Il a pour mission :

a. de suggérer toutes mesures relatives à la sécurité contre l'incendie;

b. de donner un avis sur tout projet d'arrêté relatif à la prévention des incendies.

§ 2. (comme au projet)".

*

Les articles 6 et 7 constituent le chapitre II relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en cas d'incendie ou d'explosion.

.../...

Comme l'observation générale I l'a relevé, l'assurance est obligatoire pour tous les établissements accessibles au public. Il convient, dès lors, que le projet soit précisé à cet égard.

Il est proposé, à cette fin, d'insérer au début du chapitre II un article nouveau rédigé comme suit :

"Article ...

§ 1er. Le présent chapitre est applicable à tous les établissements accessibles habituellement au public même lorsque le public n'y est admis que sous certaines conditions.

§ 2. Par arrêtés délibérés en Conseil des ministres, ne Roi classe en catégories les établissements accessibles au public et détermine les personnes physiques et morales auxquelles incombent les obligations imposées en vertu du présent chapitre".

Article 6.

Suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, en prévoyant une assurance obligatoire à cet article, l'intention du Gouvernement n'est pas d'écarter l'application des règles de droit commun. L'exposé des motifs devrait être précisé à ce sujet.

.../...

Compte tenu de l'intention du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 6.-

Les personnes physiques ou morales visées à l'article ... § 2, sont objectivement responsables des dommages corporels et matériels causés aux tiers par un incendie ou une explosion sans préjudice de tout recours de droit commun contre les responsables du sinistre.

Le Roi peut fixer le montant maximal de cette responsabilité objective.

Aucun établissement ne peut être rendu accessible au public si la responsabilité objective à laquelle il peut donner lieu n'est pas couverte par une assurance souscrite par les personnes mentionnées dans l'alinéa 1er auprès d'une entreprise d'assurances agréée ou dispensée de l'agrément en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Pour les établissements accessibles au public à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi fixe le délai dans lequel l'assurance doit être souscrite.

Par dérogation à l'alinéa 3, les personnes morales de droit public désignées par le Roi sont dispensées de l'obligation de souscrire un contrat d'assurance.

L'assureur qui a indemnisé ... (la suite comme au projet).

.../...

Le Roi, sur la proposition du Ministre des Affaires économiques, fixe les modalités de ladite assurance et les moyens de contrôle qui s'y rapportent, après avis ... (la suite comme au projet)".

Articles 8 à 10.

Ces articles constituent le chapitre III de la loi en projet, intitulé "Sanctions pénales".

Aux termes de l'article 9, § 1er,

"Le bourgmestre et, éventuellement, le juge peuvent ordonner la fermeture, pour une période d'un mois à un an, de l'établissement qui ne répond pas aux mesures de sécurité prescrites en vertu de la présente loi.

Au terme de cette période, la réouverture de l'établissement ne sera autorisée par le bourgmestre que si les aménagements ou transformations requis en vertu de l'article 3 ont été exécutés".

Cette disposition, telle qu'elle est rédigée, établit deux sanctions concurrentes, l'une, administrative, prononcée par le bourgmestre, l'autre, pénale, prononcée par le juge. Ces sanctions ont pour objet la fermeture de l'établissement pour une durée d'un mois à un an. Il en résulte qu'une même sanction peut être prononcée par deux autorités différentes et qu'en cas de cumul, l'établissement pourra être fermé pour une durée de plus d'un an.

.../...

Il ressort des explications données au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, la fermeture de l'établissement ordonnée par le bourgmestre ne constitue pas une véritable sanction administrative, mais une mesure de police justifiée par l'état des lieux. Le projet devrait, dès lors, être modifié dans ce sens. Le texte suivant est proposé pour le chapitre III :

"CHAPITRE III. Sanctions et contrôle.

"Article 8.-

§ 1er. Les infractions aux dispositions de la présente loi et aux arrêtés royaux pris pour son exécution sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

En cas de récidive dans l'année, la peine peut être portée au double du maximum.

Les dispositions du Livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues au présent article.

§ 2. En cas de condamnation, le juge peut ordonner la fermeture de l'établissement pour une durée d'un mois à un an. Cette fermeture peut être exécutée, le cas échéant, à charge du tiers qui aurait repris l'établissement depuis la constatation de l'infraction qui donne lieu à la fermeture.

.../...

Toutefois, dans ce cas, le tiers sera appelé au procès et le jugement ne lui sera pas opposable s'il peut prouver sa bonne foi et l'ignorance de la menace de fermeture qui pesait sur l'établissement. Il devra aussi prouver qu'il a exécuté les aménagements ou les transformations requis en vertu de l'article 3, § 1er.

La fermeture de l'établissement produit ses effets quarante-huit heures après la signification de la décision de condamnation.

Article 9.-

Le bourmestre peut ordonner la fermeture provisoire de l'établissement qui ne répond pas aux mesures de sécurité prescrites en vertu de la présente loi.

La réouverture de l'établissement ne sera autorisée que si les aménagements ou les transformations requis ont été exécutés.

Article 10.-

Sans préjudice ... (comme au projet)".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Naar aan de Raad van State is verklaard, zullen de bepalingen van de ontwerp-wet die betrekking hebben op de maatregelen tot brandvoorkoming alleen toepassing vinden op de inrichtingen waarvoor geen bijzondere bepalingen inzake brandvoorkoming gelden, terwijl die welke de verplichte verzekering betreffen op alle inrichtingen toepassing zullen vinden.

Met de tekst van de ontwerp-wet wordt het voornemen van de Regering niet verwerkelijkt. Doordat in artikel 6 wordt verwezen naar artikel 2 van het ontwerp, zal de verzekeringsplicht immers alleen bestaan voor inrichtingen die onderworpen zijn aan de bepalingen betreffende de maatregelen tot brandvoorkoming.

Opdat de bedoeling van de Regering nauwkeurig tot uitdrukking wordt gebracht, behoren de onderscheiden werkingssferen van hoofdstuk I (brandvoorkoming) en van hoofdstuk II (verplichte verzekering) duidelijk te worden omschreven. Te dien einde worden hierna teksten voorgesteld.

*

II. Artikel 3, 5°, van het decreet van 16-24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie bepaalt :

"Aan de waakzaamheid en het gezag van de gemeenteoverheid worden ter zake van politie toevertrouwd :

...

.../...

5° het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand ... te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden ...".

Volgens de memorie van toelichting wil de Regering het beginsel van de aansprakelijkheid van de gemeenteoverheden inzake brandvoorkoming onverkort laten, maar wil zij toch over de middelen beschikken om in die aangelegenheid algemene verordeningsbepalingen vast te stellen.

De gemachtigde ambtenaren hebben de toelichting verstrekt dat de Regering de gemeenten een aanvullende verordeningsbevoegdheid wil laten behouden. Opdat hieromtrent geen misverstand kan bestaan, zou het ontwerp op dat punt moeten worden aangevuld.

Gelet op de algemene verordeningen welke de Koning genoopt zal zijn vast te stellen, zou de ontwerpwet een regeling moeten treffen ten aanzien van de gemeenteverordeningen inzake brandvoorkoming die op grond van het decreet van 16-24 augustus 1790 mochten zijn uitgevaardigd. Het kan immers gebeuren dat die verordeningen niet overeen te brengen zijn met de algemene verordeningen.

Zonder te stellen dat de voorgestelde oplossing de enig mogelijke zou zijn, geeft de Raad van State de volgende regeling in overweging, die meer rechtszekerheid biedt.

Het ontwerp zou kunnen worden aangevuld met een als volgt luidende bepaling :

"De gemeenteraad kan verordeningen inzake brandvoorkoming uitvaardigen. Ook kan hij de voorschriften van de algemene verordeningen aanvullen.

Tenzij de algemene verordening anders bepaalt, blijven de bestaande gemeenteverordeningen van kracht tot het verstrijken van de door de Koning bepaalde termijn".

Deze bepaling zou artikel 4 van het ontwerp worden. De daarop volgende artikelen en de verwijzingen binnen het ontwerp moeten dan worden vernummerd.

*

* *

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 2.

Volgens het eerste en het tweede lid van dit artikel is de wet van toepassing "op alle inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn", dat is op "alle besloten en overdekte plaatsen, ongeacht of het openbare plaatsen dan wel plaatsen betreft die onder de benaming van private of daarmee gelijkgestelde kringen voor het publiek openstaan".

.../...

De Franse term "établissements qui reçoivent habituellement du public" is niet correct. Het begrip "private of daarmee gelijkgestelde kringen" is vaag.

Uit de memorie van toelichting en uit de aan de Raad verstrekte inlichtingen blijkt dat de Regering denkt aan elke voor het publiek toegankelijke inrichting, ook al zijn aan de toegang voorwaarden verbonden.

Bijgevolg, en met inachtneming van de algemene opmerking I, wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

§ 1. De bepalingen van dit hoofdstuk kunnen toepasselijk worden verklaard op alle inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al wordt het publiek er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten, en die niet onderworpen zijn aan bijzondere regelen inzake brandvoorkoming.

§ 2. Bij in Ministerraad overlegde besluiten bepaalt de Koning de categorieën van inrichtingen waarop Hij de bepalingen van dit hoofdstuk toepasselijk verklaart en wijst Hij de natuurlijke personen of de rechtspersonen aan door wie de bij die bepalingen opgelegde maatregelen behoren te worden genomen".

.../...

Artikel 3.

In het eerste lid onder a) hoeft geen melding te worden gemaakt van de "capaciteit" van de lokalen. Ofwel wordt daarmee bedoeld de omvang, en dan is het een overbodige bepaling want over de afmetingen van die lokalen is reeds gesproken. Ofwel wordt bedoeld het aantal personen dat mag worden toegelaten, en dan is de bepaling eveneens overbodig want daarover wordt gehandeld onder b).

Het tweede lid bepaalt dat de Minister van Binnenlandse Zaken de veiligheidsmaatregelen, voorgeschreven bij toepassing van de bijzondere wettelijke bepalingen inzake brandvoorkoming coördineert.

Uit de memorie van toelichting en uit de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, blijkt dat de krachtens bijzondere wetsbepalingen genomen veiligheidsmaatregelen door de bevoegde ministers moeten worden voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die ze in overeenstemming brengt nadat hij het advies van de door artikel 5 van het ontwerp ingestelde Hoge Raad voor brandbeveiliging heeft ingewonnen.

Het tweede lid van artikel 3, zelfs in verband gebracht met artikel 5, tweede lid, geeft de bedoeling van de Regering niet duidelijk weer. Het woord "coördineert", dat een welbepaalde juridische betekenis heeft, is niet dienstig. Voorts zou moeten worden vermeld dat de betrokken ministers hun

.../...

ontwerpen aan de Minister van Binnenlandse Zaken moeten voorleggen. Ten slotte zou het ontwerp nader moeten bepalen waarin het optreden van de Minister van Binnenlandse Zaken bestaat : beperkt hij zich tot het doen van aanbevelingen aan zijn ambtgenoten of geniet hij hier een bijzonder prerogatief, en waarin bestaat dat ? Naar aan de Raad van State is verklaard moet met de eerste veronderstelling rekening worden gehouden.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 3 als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

§ 1. De Koning stelt, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, de veiligheidsmaatregelen vast die voor elke categorie van inrichtingen moeten worden genomen.

Hij kan inzonderheid :

a. de voorschriften bepalen met betrekking tot de gebruikte materialen, de afmetingen van de lokalen en uitgangen en de schikking van de nooduitgangen;

b. overeenkomstig de oppervlakte en de schikking van de lokalen bepalen hoeveel personen zich ten hoogste in de inrichtingen mogen bevinden.

§ 2. Na het advies van de door artikel 5, § 1, ingestelde Hoge Raad voor brandbeveiliging te hebben ingewonnen zorgt de Minister van Binnenlandse Zaken, bij wege van aanbeveling, voor het in overeenstemming brengen van alle verordeningsbepalingen inzake brandvoorkoming. Te dien einde leggen de bevoegde ministers hem de desbetreffende ontwerp-besluiten voor advies voor".

.../...

Artikel 4.

In het eerste lid van de Franse tekst moeten de woorden "procède à la vérification de" worden vervangen door "contrôle".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

§ 1. Er wordt een Hoge Raad voor brandbeveiliging ingesteld, waarvan de samenstelling en de werkwijze door de Koning worden bepaald.

Deze Raad bestaat uit vertegenwoordigers van de openbare en van de particuliere belangen. Hij heeft tot taak :

a. alle maatregelen inzake brandbeveiliging in overweging te geven;

b. advies te geven over ieder ontwerp-besluit betreffende brandvoorkoming.

§ 2. (zoals in het ontwerp)".

*

.../...

De artikelen 6 en 7 vormen hoofdstuk II, dat betrekking heeft op de verplichte burgerrechtelijke aansprakelijkheidsverzekering tegen brand of ontploffing.

Zoals in de algemene opmerking I is gezegd, is de verzekering verplicht voor alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen. Het ontwerp moet dan ook in dat opzich worden verduidelijkt.

Te dien einde wordt voorgesteld vooraan in hoofdstuk II een nieuw artikel in te voegen, dat als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel ...

§ 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op alle inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al wordt het publiek er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten.

§ 2. Bij in Ministerraad overlegde besluiten deelt de Koning de voor het publiek toegankelijke inrichtingen in categorieën in en wijst hij de natuurlijke personen en de rechtspersonen aan die de krachtens dit hoofdstuk opgelegde verplichtingen moeten nakomen.

Artikel 6.

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering met het voorschrijven in dit artikel van een verplichte verzekering niet, de toepassing van de gemeenrechtelijke regelen uit te sluiten. De memorie van toelichting zou in dat opzicht moeten worden verduidelijkt.

.../...

Gelet op de bedoeling van de Regering stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Artikel 6.-

De in artikel ..., § 2, bedoelde natuurlijke personen of rechtspersonen zijn zakelijk aansprakelijk voor de lichamelijke en materiële schade, aan derden veroorzaakt door een brand of een ontploffing, onverminderd het gewone verhaal op de voor het schadegeval aansprakelijke personen.

De Koning kan het maximumbedrag van die zakelijke aansprakelijkheid vaststellen.

Geen inrichting mag voor het publiek worden opengesteld indien de zakelijke aansprakelijkheid waartoe zij aanleiding kan geven, niet gedekt is door een verzekering welke de in het eerste lid vermelde personen hebben afgesloten bij een verzekeringsonderneming die erkend is of van erkenning ontslagen is krachtens de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Voor de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn op de dag waarop deze wet in werking treedt, bepaalt de Koning binnen welke termijn de verzekering moet zijn afgesloten.

In afwijking van het derde lid zijn de door de Koning aangewezen publiekrechtelijke rechtspersonen ontslagen van de verplichting een verzekeringscontract af te sluiten.

.../...

De verzekeraar die de benadeelde personen heeft vergoed ... (voorts zoals in het ontwerp).

De Koning bepaalt, op de voordracht van de Minister van Economische Zaken, de nadere regelen met betrekking tot die verzekering en de desbetreffende controlemiddelen, na advies ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikelen 8 tot 10.

Deze artikelen vormen hoofdstuk III "Strafmaatregelen", van de ontwerp-wet.

Artikel 9, § 1 bepaalt :

"De burgemeester en eventueel de rechter kunnen de sluiting, voor een duur van één maand tot één jaar bevelen, van de inrichting die niet aan de door deze wet opgelegde veiligheidsmaatregelen voldoet.

Na die periode wordt de heropening van de inrichting door de burgemeester enkel toegestaan indien de krachtens artikel 3 vereiste aanpassingen of verbouwingen zijn uitgevoerd".

Zoals deze bepaling is geredigeerd, stelt zij twee samenlopende sancties in, waarvan de ene, een administratieve maatregel, door de burgemeester, de andere, een strafmaatregel, door de rechter wordt uitgesproken. Die sancties bestaan erin dat de inrichting voor de duur van één maand tot

.../...

één jaar wordt gesloten. Hieruit volgt dat eenzelfde sanctie door twee verschillende overheden kan worden uitgesproken en dat, in geval van samenloop, de inrichting voor langer dan een jaar zal kunnen worden gesloten.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ziet de Regering het zo, dat de door de burgemeester bevolen sluiting van de inrichting geen echte administratieve sanctie is maar een politiemaatregel die door de plaatselijke toestand gewettigd is. Het ontwerp zou derhalve in die zin moeten worden gewijzigd. De volgende tekst wordt voorgesteld voor hoofdstuk III :

"HOOFDSTUK III. Sancties en controle.

Artikel 8.-

§ 1. Overtreding van de bepalingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan vastgestelde koninklijke besluiten wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met een van die straffen alleen.

In geval van herhaling binnen het jaar kan de straf tot het dubbele van het maximum worden verhoogd.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde overtredingen.

.../...

§ 2. In geval van veroordeling kan de rechter de sluiting van de inrichting voor een duur van één maand tot één jaar bevelen. Die sluiting kan in voorkomend geval worden uitgevoerd ten laste van de derde die de inrichting mocht hebben overgenomen sedert de vaststelling van de overtreding welke tot de sluiting aanleiding geeft.

In dat geval wordt de derde echter in het geding geroepen en kan het vonnis niet tegen hem ingeroepen worden indien hij kan bewijzen dat hij te goeder trouw was en onkundig van de sluiting waarmee de inrichting was bedreigd. Hij moet eveneens bewijzen dat hij de krachtens artikel 3, § 1, vereiste aanpassingen of verbouwingen heeft uitgevoerd.

De sluiting van de inrichting heeft gevolgen achtenveertig uren na de betekening van de beslissing tot veroordeling.

Artikel 9.-

De burgemeester kan de voorlopige sluiting bevelen van de inrichting die niet voldoet aan de krachtens deze wet voorgeschreven veiligheidsmaatregelen.

De heropening van de inrichting wordt slechts toegestaan als de vereiste aanpassingen of verbouwingen uitgevoerd zijn.

Artikel 10.-

Onverminderd ... (zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.